

Enquête OZP de juin 2021

La formation en éducation
prioritaire en 2020-2021

Pourquoi cette enquête

- L'association suit avec attention les politiques prioritaires concernant l'éducation.
- Nous ouvrons un chantier concernant la formation des personnels exerçant en éducation prioritaire. Nous souhaitons faire le point sur la situation actuelle et pouvoir faire des propositions pour l'avenir, pour le jour où s'ouvriront des perspectives nouvelles pour l'éducation.
- Même si l'OZP est souvent destinataire d'informations relatives à l'éducation prioritaire, notre niveau d'information sur l'effectivité de la formation en éducation prioritaire pouvait être biaisé par le fait que seuls des personnels connaissant l'OZP nous contactent.
- Aussi, afin de pouvoir travailler de manière utile l'association avait besoin d'informations solides que seuls ceux qui exercent en éducation prioritaire peuvent nous apporter.
C'est pourquoi l'association a lancé une large enquête à laquelle ont répondu 996 personnels de l'éducation prioritaire ou concernés par elle.

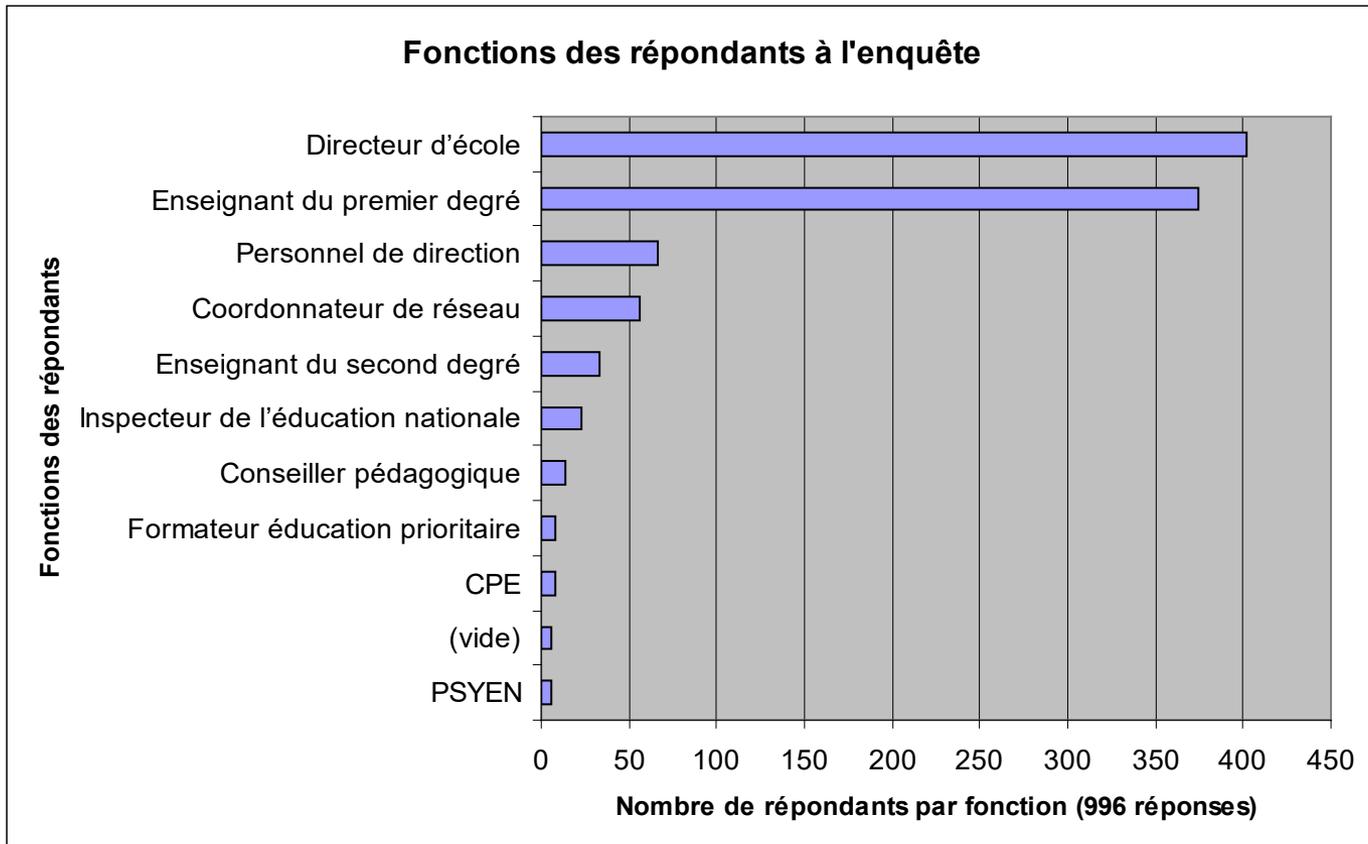
Une enquête volontairement factuelle en situation de crise

- Il nous fallait donc savoir comment cette année, concernée par la crise sanitaire, avait permis ou non que soit maintenu un bon niveau de formation en éducation prioritaire car dans la suite de la refondation de 2014, nous considérons que la formation est une des clefs d'une évolution positive de la prise en compte des besoins des élèves des milieux populaires. Si l'on peut comprendre que la crise sanitaire impacte le système éducatif on aurait aussi pu espérer que la priorité à l'éducation prioritaire soit renforcée dans cette période car on sait que cette crise a un impact fort sur les conditions d'apprentissage des élèves des réseaux d'éducation prioritaire. Les réponses permettent de dire qu'il n'en a rien été.
- En outre, tandis que la refondation plaidait pour des formations à l'initiative des terrains en appui sur des formateurs dédiés et sur des relations fortes avec la recherche, il s'agissait de savoir comment, et jusqu'à quel point, les directives ministérielles relatives aux dédoublements et aux plans français et mathématiques imposaient les thématiques plutôt que de les faire émerger des travaux locaux en fonction de besoins révélés par la pratique enseignante. On verra qu'il apparaît assez clairement que les pratiques recommandées dans le cadre de la refondation ont été mises de côté au profit d'autres conceptions de la transmission d'objectifs et de pratiques.

L'enquête

- Il est d'abord demandé aux personnes qui répondent de dire quelle est leur académie et leur fonction.
- Une première série de questions porte sur les formations d'initiatives académiques ou départementales où se retrouvent des personnels de plusieurs réseaux.
- Une seconde série porte sur les formations propres au réseau où ne travaillent que des personnels du réseau.
- Une dernière question ouverte permet aux collègues qui souhaitent ajouter quelque chose de le faire.

Les répondants



Répartition académique des répondants

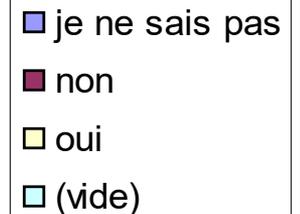
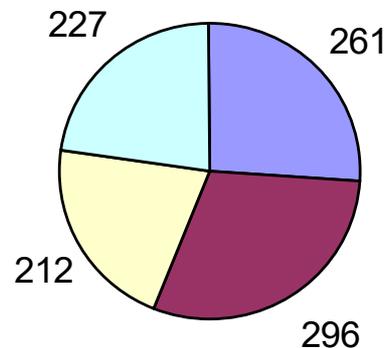
Aix Marseille	51	Mayotte	1
Amiens	57	Montpellier	40
Besançon	21	Nancy Metz	35
Bordeaux	53	Nantes	6
Caen-Rouen	33	Nice	9
Clermont	5	Orléans Tours	20
Corse	4	Paris	39
Créteil	121	Poitiers	25
Dijon	5	Reims	36
Grenoble	64	Rennes	13
Guadeloupe	0	Réunion	2
Guyane	11	Strasbourg	8
Lille	130	Toulouse	41
Limoges	0	Versailles	87
Lyon	71	(vide)	7
Martinique	1	Total général	996

Analyse des répondants

- En ce qui concerne les académies la répartition est assez proche de la répartition des réseaux sur le territoire. Les deux académies les plus concernées par l'EP : Créteil et Lille sont bien celles qui ont le plus grand nombre de répondants. En cela on peut dire que l'enquête est représentative. On peut regretter toutefois le très faible taux de réponses des académies d'outremer.
- En ce qui concerne les fonctions, il est très net que les réponses du premier degré sont très nombreuses. Cela est sûrement en partie dû au fait que le SNUIPP a relayé l'enquête proposée par l'OZP. Mais, comme on l'avait déjà constaté pour l'enquête précédente, il apparaît aussi que les personnels du premier degré se vivent davantage concernés par l'éducation prioritaire. Il est vrai que la refondation a fortement mis en avant la priorité au premier degré et que le développement des classes à 12 a continué dans ce sens.
- Compte tenu de ces éléments, on peut dire que l'enquête donne des réponses représentatives concernant le premier degré mais reste peu satisfaisante concernant le second degré pour lequel il serait souhaitable de disposer d'autres informations sur la formation. En outre cela interroge sur le sens que prend l'éducation prioritaire dans le second degré.

Les formations départementales ou académiques dédiées

Y-a-t-il eu des formations départementales ou académiques dédiées à l'EP ?



Qui dit oui, qui dit non, qui ne sait pas ou ne répond pas

Fonction	oui	non	nsp ou vide
PSYEN	0%	33%	67%
Enseignant du premier degré	16%	31%	53%
Directeur d'école	18%	30%	52%
Enseignant du second degré	21%	33%	45%
Conseiller pédagogique	43%	14%	43%
Personnel de direction	30%	29%	41%
CPE	0%	63%	38%
Formateur éducation prioritaire	50%	13%	38%
(vide)	0%	67%	33%
Coordonnateur de réseau	55%	20%	25%
Inspecteur de l'éducation nationale	61%	26%	13%

Analyse des réponses relatives aux formations de niveau départemental/académique (1)

- Les professionnels ne perçoivent pas bien l'existence de formations à ces niveaux : le taux de réponses « je ne sais pas » et de non réponses atteint presque 50%. Il est beaucoup plus élevé chez les enseignants et les directeurs d'école que chez les coordonnateurs ou les inspecteurs. Il est très préoccupant que la formation soit aussi mal identifiée, aussi peu lisible pour ceux qui sont concernés au premier chef.
- Quand on regarde qui dit oui, on voit que les producteurs de formation que sont les inspecteurs, les formateurs et les conseillers pédagogiques ainsi que les coordonnateurs répondent plus volontiers « oui ».
- Quand on regarde qui dit non ce sont les directeurs d'école et les enseignants du premier comme du second degré qui répondent plus nettement «non».

Qui ne répond pas ou dit qu'il ne sait pas (académies) ?

Martinique	0%	Grenoble	52%
Strasbourg	13%	Bordeaux	55%
Rennes	23%	Lyon	55%
Besançon	24%	Versailles	55%
Orléans Tours	35%	Nice	56%
Guyane	36%	Paris	56%
Caen-Rouen	39%	Clermont	60%
Aix Marseille	41%	Nancy Metz	63%
Reims	42%	Nantes	67%
Amiens	42%	Dijon	80%
Poitiers	44%	(vide)	86%
Toulouse	46%	Corse	100%
Lille	48%	Mayotte	100%
Créteil	50%	Réunion	100%
Montpellier	50%		

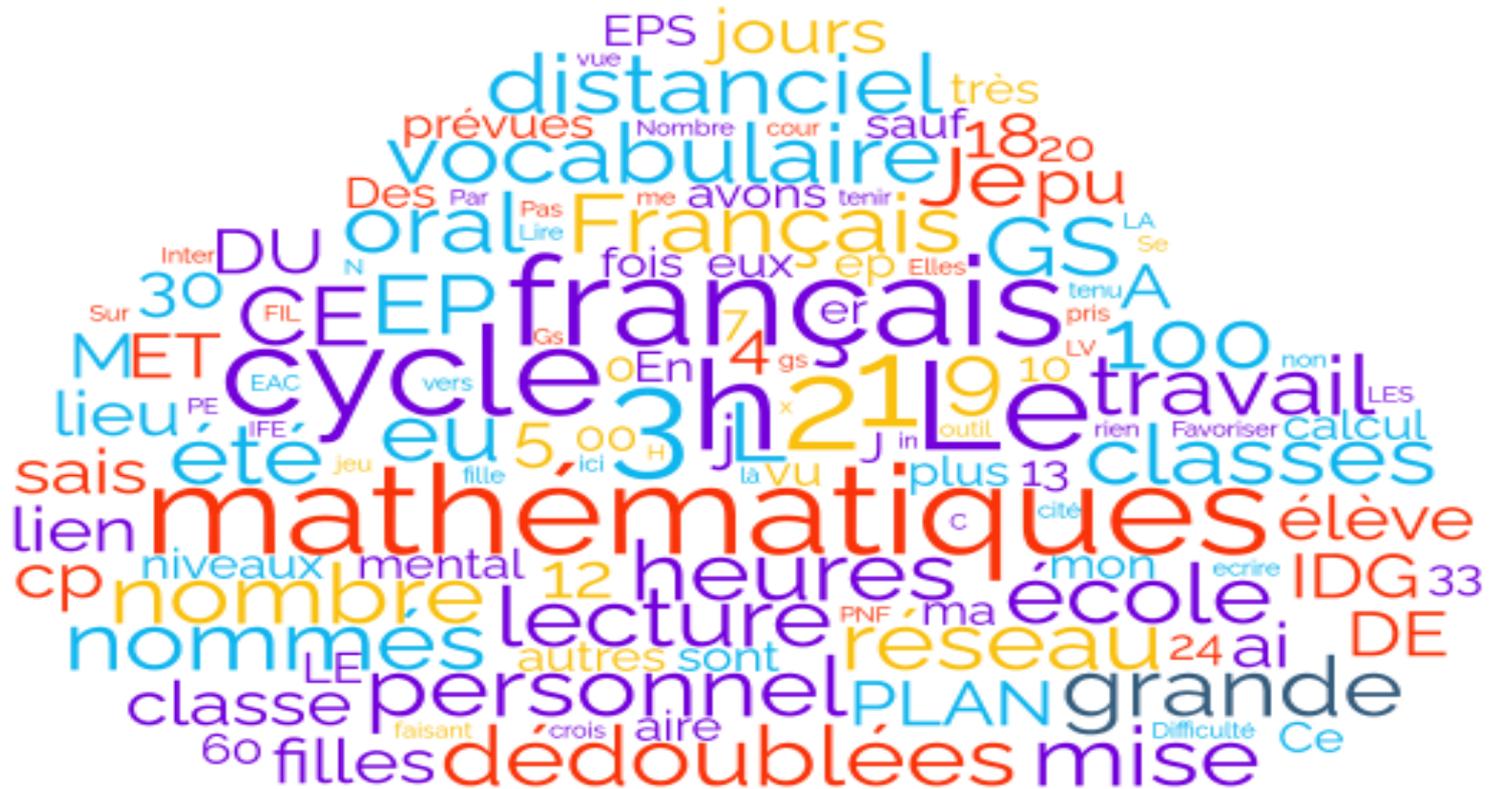
Analyse des réponses relatives aux formations de niveau

départemental/académique (2)

- Au niveau des académies, certaines ont des réponses ininterprétables du fait du faible effectif de répondants (Clermont, Corse, Dijon, Guadeloupe, Limoges, Martinique, Mayotte, Nantes, Nice, Réunion, Strasbourg ou autres inconnues : moins de dix répondants).
- En revanche clairement on peut dire que certaines académies semblent avoir une politique de formation suffisamment lisible pour que les répondants puissent dire plus facilement « oui » ou « non ». C'est notamment le cas de Rennes, Besançon, Orléans-Tours, Guyane, Caen-Rouen, Aix-Marseille, Reims, Amiens, Poitiers (moins de 45% de ne sais pas ou absence de réponse).
- Tandis que d'autres semblent avoir une politique particulièrement illisible : Nancy-Metz, Paris, Versailles, Lyon, Bordeaux (plus de 55% de ne sais pas ou absence de réponse).
- La situation étant plus mitigée à Toulouse, Lille, Créteil, Montpellier, Grenoble (entre 46 et 52%).

Si oui : thèmes des formations

Nuage des mots après avoir retiré les mots « formation » et « REP »



Analyse des réponses relatives aux formations de niveau

départemental/académique (3)

- On voit que, là où de telles formations ont eu lieu, les thèmes de formation sont essentiellement consacrés au français (notamment oral, vocabulaire et lecture) et aux mathématiques (en particulier au nombre et dans une moindre mesure au calcul et en particulier au calcul mental) dans le cadre des plans du ministère.
- Elles ont particulièrement concerné les classes dédoublées (accueil de nouveaux enseignants) et donc le cycle 2.
- Il est évoqué par ailleurs des formations de coordonnateurs et de nouveaux arrivés en éducation prioritaire.

Comment ces formations ont-elles répondu aux besoins de l'enseignement et de l'apprentissage en éducation prioritaire ?



Comment ces formations ont-elles répondu aux besoins de l'enseignement et de l'apprentissage en éducation prioritaire ?(1)

- Dès lors que l'on pose la question de la manière dont les formations, ont répondu aux besoins de l'apprentissage et de l'enseignement on ne devrait trouver que des réponses positives qui disent en quoi elles ont répondu : c'est principalement le cas mais il y a également de nombreuses réponses qui veulent insister sur le peu de formation (nombreuses formations annulées) et sur le peu d'apport réel par rapport aux pratiques . Cela apparaît dans le nuage de mots avec la présence de réponses « oui » et de réponses « non ».

Comment ces formations ont-elles répondu aux besoins de l'enseignement et de l'apprentissage en éducation prioritaire ? (2)

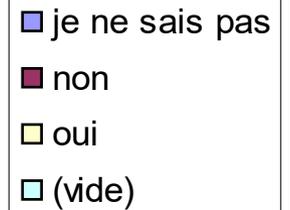
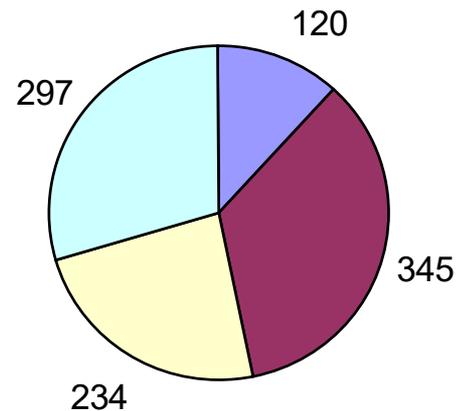
- Voici trois exemples de réponses attendues soit de réponses qui disent positivement en quoi la formation apporte une réponse aux besoins :
- -Certaines des FORMATIONS RÉPONDAIENT à nos BESOINS du terrain : DIFFICULTÉS et QUESTIONNEMENT propre à chaque ENSEIGNANT de l'école.
- -Elles ont PERMIS aux enseignants de faire un TRAVAIL de réflexion important sur leurs PRATIQUES pédagogiques et la mise en place d' OUTILS communs au service des élèves , PERMETTANT de prendre en COMPTE les différences importantes de NIVEAU et les DIFFICULTÉS d' un certain nombre d' élèves . Cela a conforté le TRAVAIL d'équipe déjà important dans l'école qui PERMET une cohésion indispensable à un climat scolaire apaisé.
- - En étant à l'écoute des PRATIQUES et DIFFICULTÉS rencontrées et en proposant une méthodologie de TRAVAIL commun et des APPORTS de la recherche.

Comment ces formations ont-elles répondu aux besoins de l'enseignement et de l'apprentissage en éducation prioritaire ? (3)

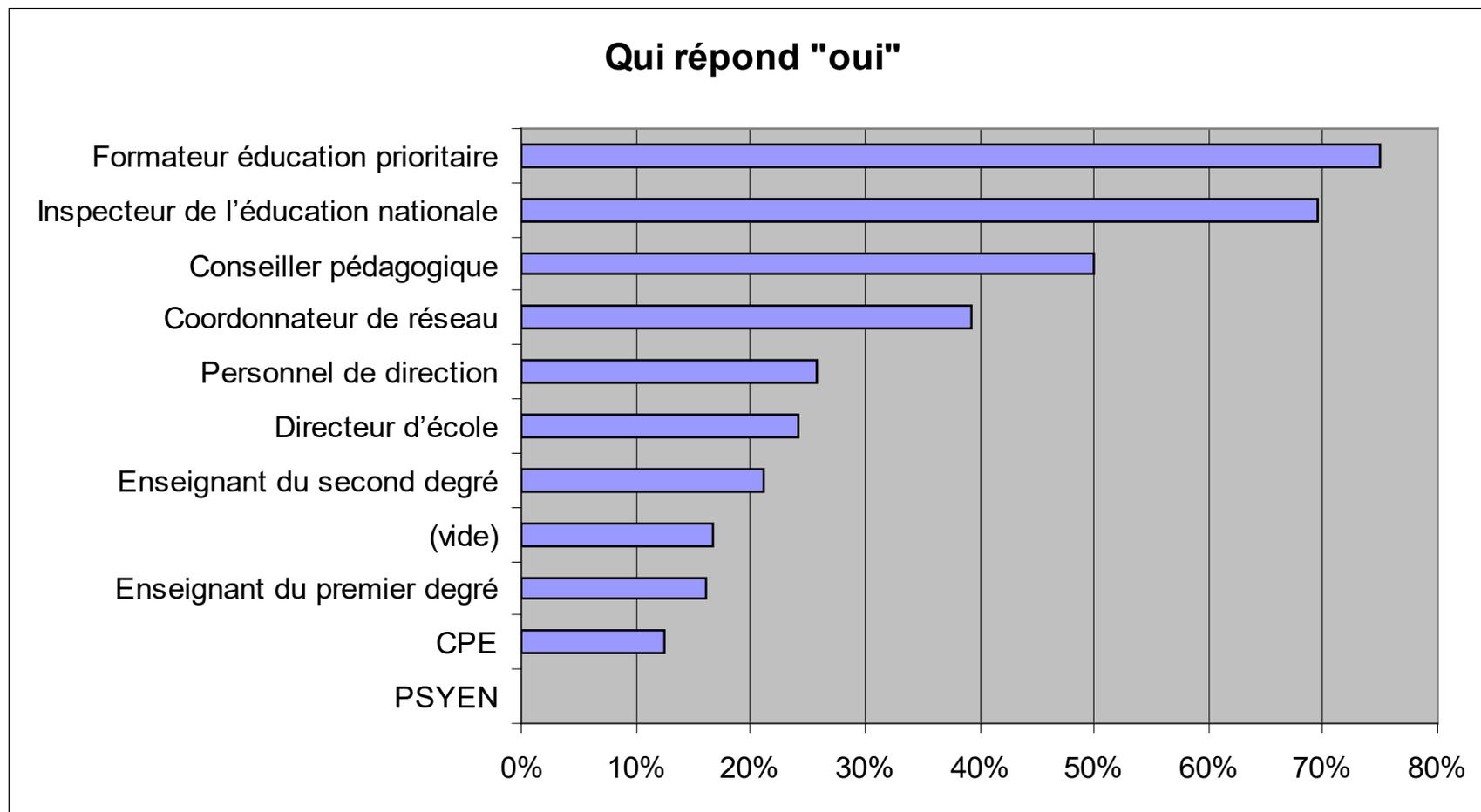
- **Voici trois exemples de réponses qui disent une déception :**
- -Et les quelques rencontres maintenues n'ont pas été à la hauteur de mes **ATTENTES** : injonction du **CPC**, **OBSERVATIONS** en **CLASSE** imposées , **CONTENUS** insipides .
- -Les **FORMATIONS** ne **RÉPONDENT** pas aux demandes du terrain, elles sont décidées en haut lieu sans tenir **COMPTE** de nos **BESOINS** ...
- -Ces **FORMATIONS** n'ont pas été élaborées en fonction de nos **BESOINS**. Difficile d'imaginer qu'elles puissent y **RÉPONDRE** ...

Les formations au sein des réseaux

Y-a-t-il eu, au niveau du réseau, des formations spécifiques à l'EP



Qui répond « oui » (fonctions) ?



Analyse des réponses relatives aux formations de niveau du réseau (1)

- Là encore les professionnels ne perçoivent pas bien l'existence de formations à ces niveaux : le taux de réponses « je ne sais pas » et de non réponses est toutefois un peu moins important que pour les formations au niveau académique et départemental. Il est beaucoup plus élevé chez les enseignants et les directeurs d'école que chez les coordonnateurs ou les inspecteurs.
- Ce qui est le plus frappant parmi ceux qui répondent c'est le taux très important de réponses négatives : massivement il apparaît qu'il n'y a pas eu de formations au niveau des réseaux (345 « non » pour 234 « oui »). De nombreux collègues parlent de formations annulées du fait de la crise sanitaire.
- Néanmoins il apparaît aussi que dans certains réseaux des formations ont eu lieu. Ceci confirme que cela aurait été possible assez largement si la formation en éducation prioritaire avait constitué une priorité ministérielle et donc académique ou départementale.

Analyse des réponses relatives aux formations de niveau du réseau (2)

- Là encore les mots « cycle », « français » et « mathématiques » dominent le nuage montrant que ce sont les plans ministériels qui sont mis en œuvre davantage que des analyses locales des besoins. Concernant le Français c'est surtout l'oral qui est cité et concernant les mathématiques surtout le nombre.
- Par ailleurs on voit apparaître nettement un travail sur les évaluations dont on peut penser qu'il fait particulièrement allusion aux évaluations nationales.
- Là encore le mot « cycle » et l'insistance sur la GS et le CP montre l'importance du travail sur les classes dédoublées.

Qui ne répond pas ou ne sait pas ce qu'il en est de la formation au niveau des réseaux (académies) ?

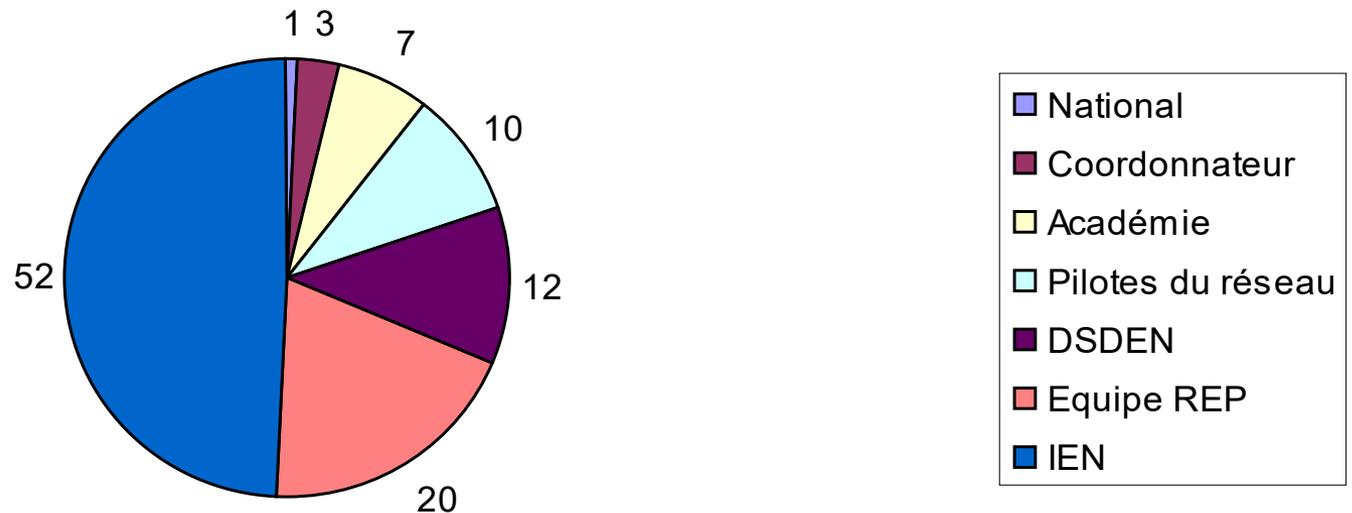
Martinique	0%	Dijon	40%
Réunion	0%	Poitiers	40%
Strasbourg	13%	Caen-Rouen	42%
Nantes	17%	Aix Marseille	43%
Guyane	27%	Créteil	44%
Besançon	33%	Versailles	45%
Nice	33%	Nancy Metz	46%
Reims	33%	Toulouse	46%
Orléans Tours	35%	Lyon	46%
Amiens	37%	Bordeaux	49%
Montpellier	38%	Corse	50%
Rennes	38%	Paris	54%
Grenoble	39%	(vide)	86%
Lille	39%	Mayotte	100%

Analyse des réponses relatives aux formations niveau du réseau (3)

- Au niveau des réseaux les formations semblent plus visibles aux personnels qui savent mieux dire oui ou non.
- Là encore on voit qu'il y a des académies où les formations sont plus visibles pour eux, (en retirant les académies à faibles nombres de répondants) on trouve celles qui ont 40% ou moins de « ne sais pas » ou absence de réponse : Besançon, Reims, Orléans-Tours, Amiens, Montpellier, Rennes, Grenoble, Lille, Dijon, Poitiers. D'autres sont plutôt peu lisibles avec 45% ou plus de « ne sais pas » ou absence de réponse : Versailles, Nancy-Metz, Toulouse, Lyon, Bordeaux, Paris. Tandis que trois autres sont en situation intermédiaire Caen-Rouen, Aix-Marseille, Créteil.

Par qui ces formations ont-elles été décidées ?

Par qui les formations de réseau ont-elles été décidées (sur 105 réponses)



Les formations au niveau des réseaux : décisions

- Seuls 234 répondants sur 996 nous indiquent qu'il y a eu en 2020-2021 des formations au niveau de leur réseau. Parmi ceux là 108 répondent à la question relative à la prise de décision de mise en œuvre et de thématiques. 105 réponses précisent l'origine de la décision. Ce faible nombre et le fait que certaines réponses indiquent une incertitude laisse penser que ce n'est pas toujours très clair pour les acteurs des réseaux.
- On voit bien que le pilotage de l'IEN est essentiel (on a regroupé sous ce terme les réponses disant « la circonscription » ou « l'équipe de circonscription »). Viennent ensuite des acteurs de réseaux qui répondent que ce sont les équipes de REP (20 cas) et quelques réseaux qui signalent le DASEN comme origine de la formation(12 mais on arrive à 19 si on regroupe avec le niveau académique) ou encore les pilotes et le comité de pilotage (10).
- Le modèle d'un dialogue entre l'équipe du réseau et l'équipe de circonscription apparaît dans quelques formulations mais il reste marginal. La recherche n'est pas présente à ce stade.

La parole à ceux qui ont bien voulu en dire plus

- 55 répondants ont apporté une contribution complémentaire ou ont voulu insister sur tel ou tel aspect de leurs réponses antérieures : on donne la parole à cinq de ceux dont le propos semble au logiciel Hyperbase les plus représentatifs de l'ensemble des propos, les mots supports de l'analyse étant mis en lettres majuscules (chaque alinéa correspond à une réponse) :
- Le département a BESOIN de MOYENS de remplacement pour POUVOIR assumer les TEMPS de FORMATION et de concertation dans les REP + NOTAMMENT
- J'enseigne en REP DEPUIS 15 ans et n'ai pas souvenir d'avoir eu une FORMATION SPÉCIFIQUE au REP .
- Nous demandons DEPUIS de nombreuses ANNÉES une FORMATION SPÉCIFIQUE en appui sur les RECHERCHES en sociologie : Pierre Périer , Jacques Bernardin , Christophe Joigneaux concernant la connaissance des " spécificités " des publics accueillis de façon à POUVOIR éviter les malentendus école / famille qui subsistent encore par méconnaissance des uns et des autres .
- C'est à cause du COVID et du MANQUE de REMPLAÇANT que ces FORMATIONS n'ont pas eu lieu .
- Coordonnateur de réseau REP DEPUIS 3 ans , je n'ai eu connaissance d'aucune offre de FORMATION SPÉCIFIQUE au réseau !

Pour aller plus loin (1)

- Ce qui frappe le plus à la lecture de ces résultats ne porte pas à l'optimisme :
- L'absence de priorité donnée à la formation en éducation prioritaire dans cette période de pandémie.
- Le renoncement à la politique de formation de formateurs spécifiques à l'éducation prioritaire proposée par la refondation de 2014 à 2017. Ils sont quasiment absents de l'enquête tant dans les réponses qu'au niveau des répondants.
- La très grande hétérogénéité des situations locales : diversité des pilotages, variété dans la lisibilité des formations et dans la manière de les organiser. L'hétérogénéité manifeste des pilotages académiques.
- Le fait que les formations, là où elles existent, ne soient pas clairement lisibles pour les personnels même au niveau des réseaux.
- La dominante des thématiques nationales descendantes établies dans les plans ministériels.

Pour aller plus loin (2)

- Mais ce qui rend optimiste c'est que nos répondants appuient leurs analyses et réflexions sur une conception désormais dominante de la formation souhaitable. Une bonne formation c'est une formation qui :
 - - est construite en appui sur une analyse des besoins des élèves pour apprendre et des enseignants pour enseigner (pas l'un sans l'autre comme le laisse penser le travail sur les seules évaluations de début d'année),
 - - est menée par des professionnels de la formation qui apportent vraiment une valeur ajoutée en connaissant leur sujet en relation avec les questions pédagogiques posées,
 - - articule des apports de qualité notamment issus de la recherche et des mises en œuvre avec des essais en classe et des retours réflexifs à partir de cette mise en œuvre.

La parole à Patrick Picard

- L'OZP a demandé à Patrick Picard dont on sait l'engagement dans la formation des acteurs de l'éducation prioritaire et les importants apports quand il dirigeait le centre Alain Savary dans la période de la refondation.
- Il a pris connaissance des résultats de cette enquête et accepté de dire ce qui lui paraît essentiel pour la réussite de nos élèves des milieux populaires et de ceux qui assurent leur enseignement.